

Ignazio Cassis prend-il le risque de torpiller la Genève internationale?

Politique extérieure Le Département fédéral des affaires étrangères déclare que la Suisse étudie les détails du «Conseil de la paix» de Donald Trump. Cette position est-elle un désaveu de l'ONU? Réactions contrastées.

Judith Monfrini

La Suisse a été invitée à rejoindre le «Conseil de la paix» du président américain, Donald Trump. Elle a été approchée le week-end dernier, selon le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) d'Ignazio Cassis. Son chef de communication, Nicolas Bideau, a indiqué, en marge du Forum de Davos, que «la Suisse étudie actuellement les détails de la charte et discute avec les parties concernées, dont les États-Unis».

Une déclaration qui surprend: le «Conseil de la paix» de Donald Trump semble vouloir supplanter l'ONU et faire fi de la Genève internationale. Mais qu'en pensent les parlementaires à Berne?

«Personne n'est dupe sur la nature de ce prétendu «Conseil de la paix». Il poursuit deux objectifs, le premier est de servir les intérêts politiques de Trump et le second vise à atomiser l'ONU», réagit Vincent Maître (Le Centre/GE), pour qui «c'est davantage un club de copains qu'un nouvel organe supranational pour la paix».

Le Genevois rappelle que tous ses membres devront faire allé-



Keystone/Laurent Gilliéron

Ignazio Cassis, le conseiller fédéral chargé des Affaires étrangères, au Forum de Davos.

geance à Trump et que le prix du ticket d'entrée est de 1 milliard. «On se croirait à une table de poker.» Pour lui, la Suisse, et son ministre des Affaires étrangères, doit s'en distancier «sur la forme comme sur le fond» pour rester crédible et continuer à offrir ses bons offices, de manière neutre, «selon des règles reconnues et fiables: tout l'inverse de Trump!»

Présidente des Verts, Lisa Mazzoni est consternée par la dé-

claration des services de Cassis. «Ce projet de Trump est dangereux, il n'a rien d'une contribution à la paix et vise à imposer son impérialisme et son autoritarisme.» Pour elle, la Suisse doit éviter à tout prix d'y prendre part, d'autant que Vladimir Poutine y est invité. «Notre pays doit avoir une position claire face au droit international, fondement de nos valeurs et de notre sécurité.» Elle estime que depuis l'arrivée au pouvoir de Trump, le Conseil fédéral s'aplatit devant lui au lieu de défendre la vision démocratique de la Suisse.

Privilégier la réponse diplomatique

Même opposition du côté de Laurence Fehlmann Rielle (PS/GE). «Donald Trump est un semeur de guerre et menace le monde. Son organisme n'est pas crédible. Les premiers pays à rejoindre son Conseil de la paix sont dirigés par l'extrême droite.» En tant que gardienne des Conventions de Genève, la Suisse doit privilégier la réponse diplomatique. «Il ne faut pas dire oui pour éviter des droits de douane plus importants.» Elle

condamne aussi le fait que Trump se retire des organisations internationales puis finance son propre plan.

De son côté, Céline Amaudruz (GE) rappelle que l'UDC était déjà contre l'obtention d'un siège suisse à l'ONU. «Notre parti prône une neutralité stricte et ferme, il n'est pas adéquat pour la Suisse de se positionner, quelle que soit la charte de ce plan de paix.» En tant que Genevoise, elle se dit particulièrement sensible au rôle de la Genève internationale comme lieu de dialogue, de médiation et d'action humanitaire. «Être neutre ne signifie ni approuver ni soutenir un camp, mais préserver la crédibilité indispensable pour faci-

liter le dialogue et accueillir les efforts diplomatiques.»

Retour du régime censitaire

C'est sans surprise du côté du PLR qu'on trouve des défenseurs d'Ignazio Cassis. Laurent Wehrli (PLR/VD) réfute tout manque de soutien à la Genève internationale de la part du ministre de son parti. Il rappelle le message concernant l'État hôte qu'il a délivré en juin au nom du Conseil fédéral.

Deux points toutefois le dérangent dans ce «Conseil de la paix»: le retour d'un régime censitaire, basé sur la richesse des participants, et la mise en place d'une gouvernance à vie du président des USA. «Il n'y a pas de volonté de chercher des solutions, mais plutôt une forme de colonisation.»

Mais le Vaudois estime que la Suisse ne pourra pas «faire sans» si un tel conseil voit le jour, «car cela aura des conséquences en géopolitique, cela pourrait créer un mouvement de fonds». Il précise que le sujet devra être traité par le Conseil fédéral et le parlement. «Il faut garder la tête froide et ne pas la plonger dans le sable comme une autruche non plus.»

«Il ne faut pas dire oui pour éviter des droits de douane plus importants.»

Laurence Fehlmann Rielle
Conseillère nationale (PS/GE)